

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 16 NOVEMBRE 2000

VACHE FOLLE Après la présentation par M. Jospin, mardi 14 novembre, de son plan contre la maladie de la vache folle, la polémique a enflé entre majorité et opposition.

« *Il ne faut pas dans ce domaine proclamer, mais agir* », a lancé le premier ministre à ceux qui le pressaient de reconnaître que M. Chirac avait eu raison de demander des

mesures radicales. ● L'AGENCE française pour la sécurité sanitaire et alimentaire (AFSSA) avait remis au gouvernement une note de synthèse dont nous publions les conclu-

sions. ● POUR JOSÉ BOVÉ (Confédération paysanne), tous les gouvernements, depuis dix ans, sont « responsables et coupables » de l'importation de farines ani-

males. Luc Guyau (FNSEA) attend « des mesures concrètes pour toute la filière » bovine. ● BRUXELLES réfléchit à la question de la relance de la production d'oléagineux.

Lionel Jospin se défend d'avoir cédé aux injonctions de Jacques Chirac

Le plan du gouvernement contre la vache folle n'a pas fait taire les critiques de l'opposition, selon laquelle le chef de l'Etat a « eu raison » de réclamer des mesures urgentes. Les responsables agricoles attendent désormais des aides aux éleveurs

« *I DO THE JOB* », avait coutume de dire Jacques Chirac pendant le conflit du Kosovo. « *Il do the job* », a semblé se répéter Lionel Jospin, tout au long de la journée du mardi 14 novembre. Costume noir, cravate sombre, chemise blanche - hommage solennel à Jacques Chaban-Delmas oblige - c'est avec retard que le premier ministre est entré dans le salon de Matignon où journalistes français et étrangers attendaient qu'il dévoile son plan de bataille contre la vache folle.

Entouré d'Elisabeth Guigou, Jean Glavany, Laurent Fabius, Dominique Voynet, Dominique Gillot, François Patriat et Roger-Gérard Schwartzberg, M. Jospin a d'abord lu un très long discours. « *Le gouvernement que je dirige a fait de la santé publique et de la sécurité sanitaire des priorités* », a-t-il déclaré, avant d'évoquer, au risque de l'ennui et de l'austérité, toutes les mesures prises pour la prévention et la lutte contre la maladie de la vache folle « *depuis 1997* ». Vingt minutes de concentré de méthode Jospin - rappels, problématique, argumentaire, décision - qui vou-

laient s'opposer point par point à l'émotion, à l'« *irresponsabilité* », et à la « *démagogie* » dont Matignon et la gauche accusent le président de la République.

L'OMBRE DU PRÉSIDENT

Bien que M. Jospin s'en défende et qu'il ait donné des consignes strictes à ses ministres sur le sujet, Jacques Chirac a été omniprésent tout au long de la journée. « *La démarche du gouvernement a été d'arrêter un ensemble de mesures à la fois efficaces et techniquement possibles* », puis, en caractères gras dans le texte transmis à la presse, « *je dirais efficaces parce que techniquement possibles* ». Suspension de l'utilisation des farines animales, interdiction du « *T bone steak* », incinération, dépistage, recherche, le premier ministre a détaillé son plan en sept points, « *grand A, petit b, troisièmement, quatrième volet* ».

On l'interroge sur l'influence qu'ont eue certains ministres, dont Laurent Fabius, et surtout les déclarations du chef de l'Etat, sur sa décision finale. « *Je crois que nous avons fait notre travail normale,*

comme il convenait », réplique sèchement M. Jospin.

Une heure et demie plus tard, M. Chirac s'invite encore dans l'enceinte du Palais-Bourbon. En réponse à une première question du député Verts, Yves Cochet qui s'inquiète des « *substituts alimentaires* » qui seront donnés aux animaux - « *la France ne doit pas abandonner la peste farineuse pour le choléra des OGM* », dit-il - M. Jospin renouvelle l'exercice de la conférence de presse, résumant le feuilleton « *vache folle* » depuis « *trois semaines* ». « *Merci Chirac !* », crie Pierre Lellouche, sur les bancs du

RPR. Le premier ministre fait mine de ne pas entendre. Se saisissant d'une fiche, il décline le plan en « *sept points* » du gouvernement et indique qu'« *il n'y a aucune raison d'importer, a priori, des organismes génétiquement modifiés* ». « *Il ne faut pas, dans ce domaine, proclamer mais agir dans des conditions de sécurité pour les Français, ajoutez-t-il. Voilà les principes qui doivent guider un gouvernement, guider les décideurs lorsqu'ils sont responsables* ». Les questions sur les farines se suivent. Le ministre de l'agriculture Jean Glavany, le secrétaire d'Etat à la consommation François Patriat,

se relaient pour répondre. La tension monte d'un cran lorsqu'arrive le tour de Christian Jacob, le « *monsieur agriculture* » du RPR, proche de M. Chirac, qui déplore le manque d'« *humilité* » de M. Jospin. « *Admettez simplement que Jacques Chirac avait raison !* », lance-t-il.

Dans les couloirs, les députés de droite poussent leur avantage. « *Jacques Chirac avait raison il y a huit jours. Il a peut-être plus l'esprit d'anticipation que d'autres...* », raille Patrick Devedjian, porte-parole du RPR, tandis que Claude Goasguen (DL, Paris) note « *l'influence* » de M. Chirac : « *Comme quoi la cohabitation a des avantages* », observe dans un sourire l'élus parisien. Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF, commente, patelin : « *Tant mieux pour la santé publique car elle n'est ni de droite, ni de gauche. Simple, c'est beaucoup de retard pris et évidemment, c'est dommage...* ». Jean-Louis Debré, président du groupe RPR, dit la même chose. Le gouvernement a pris « *les mesures qu'il fallait. Domage qu'on ait perdu du temps...* »,

feint-il de soupirer. A gauche, on se serre les coudes. On oppose le président, qui « *n'a que la parole* », au premier ministre « *qui agit dans la durée* ». « *Chirac joue au flipper. Il va faire tilt tellement il a secoué la machine* », se moque le premier secrétaire du PS, François Hollande. Jean Glavany s'attarde dans les couloirs pour marteler le message : « *Lionel Jospin a fait son travail méthodologiquement, collectivement, sérieusement. Les Français comprendront tout seul que c'était du travail qui devait prendre un peu de temps...* »

Fichus Français. Selon un sondage BVA, réalisé les 9 et 10 novembre, à paraître jeudi 16 dans *Paris-Match*, 70 % des personnes interrogées (contre 23 %) se sentent « *plus proches* » de M. Chirac que de M. Jospin. Une députée socialiste trouve cette bataille du temps bien dérisoire : « *On a l'air con. C'est la semaine dernière qu'il fallait annoncer tout ça. D'un point de vue tactique, on a perdu...* »

Clarisse Fabre
et Pascale Robert-Diard

M. Fabius : une « non-décision aurait été inacceptable »

Interrogé sur le plan présenté par Lionel Jospin, Laurent Fabius a souligné : « *Dès que cette question a été abordée au niveau interministériel, j'ai souhaité que l'on prenne très vite les décisions indispensables. Pour moi, l'exigence de sécurité sanitaire passe avant toute autre considération. Je suis donc heureux que le premier ministre ait pris les décisions qu'il a annoncées. Elles soulèvent bien sûr des difficultés, mais une non-décision aurait été inacceptable* », a-t-il déclaré au *Monde*. M. Fabius était intervenu, le 2 novembre lors d'une réunion de ministres, pour dire que les arguments avancés pour retarder la décision gouvernementale étaient ceux-là mêmes qui « *lui avaient coûté dix ans de sa vie* » (*Le Monde* du 10 novembre).